

L'agriculture biologique :

**la condition essentielle pour préserver l'environnement,
dynamiser le tissu local et créer de nouvelles solidarités**

Développer la consommation de produits biologiques, favoriser les initiatives locales qui oeuvrent dans ce sens est un moyen de repenser notre mode de vie sous toutes ses dimensions et de multiplier les initiatives créatrices participant d'un 'mieux vivre ensemble'.

Le modèle d'agriculture productiviste qui s'est développé dans les années 70 a été un moyen de répondre à une hausse de la demande, mais ses conséquences sur l'environnement et notre santé sont désastreuses et contribuent à la dégradation de l'environnement. Appauvrissement des sols, altération de la biodiversité, pollution des eaux, acidification des océans, dégradation de la qualité de l'air, rejets massifs de CO₂ qui contribuent au réchauffement climatique et assombrissent l'avenir de l'humanité. L'assèchement de certaines zones les rendant invivables, la montée des eaux transformant de millions de gens en réfugiés climatiques, exposeront les nations à des crises sans précédent. Les pollutions nuisent déjà à la santé de chacun d'entre nous, les agriculteurs sont très exposés ; leur situation sociale est préoccupante.

**La France de 2020 : une orientation 'bio' de plus en plus visible,
insuffisante toutefois au regard des enjeux des prochaines
décennies**

La Demande

Les consommateurs de produits bio représentent encore une minorité mais la demande ne cesse de croître. La France importe des produits biologiques, principalement d'Espagne et d'Italie. Les importations de produits bio constituent 30 % de la demande et sont loin d'être composées de produits impossibles à cultiver en France. Les consommateurs de "bio" se distinguent généralement par une alimentation moins carnée. 20 % des Français annoncent d'ailleurs qu'il limitent leur consommation de viande, ce qui est en cohérence avec les recommandations de l'OMS puisqu'elle situe à 50 g de protéines animales "pures" par jour (un steak de 150gr représente 50gr de protéines pures), le niveau raisonnable de consommation. Celle-ci est actuellement de 70 g en moyenne. 95 % de la biomasse animale sur terre est de la viande d'abattage. Le méthane émis par ces ruminants et les protoxydes d'azote rejetés dans l'atmosphère par leurs déjections constituent la moitié des émissions de CO₂ dans le secteur agricole. Et L'OCDE anticipe une

augmentation de la consommation de viande dans les pays émergents, une situation incompatible avec les limites de la planète.

L'Offre

En 2018 : les surfaces Bio ont progressé de 17 % et totalisent 7,5 % des surfaces agricoles. Ce chiffre situe la France loin derrière les champions européens (22 % en Autriche, 18 % en suède, 15 % en Italie), en même temps qu'il fait prendre conscience du retard à combler dans les meilleurs délais. L'objectif du plan AMBITION BIO est de porter ce chiffre à 15 % en 2022. **Pour atteindre l'objectif de 30 % en 2030 des terres dédiées à l'agriculture biologique, la politique générale suivie ne peut suffire et doit être relayée par des initiatives locales :**

Le développement de l'agriculture biologique : une nécessité qui induit une forte mobilisation locale et citoyenne

Pour relever tous les défis posés, citoyens et producteurs doivent être partenaires. Aux impacts du modèle d'agriculture productiviste s'ajoute l'empreinte écologique des importations, la France est structurellement déficitaire en tourteaux de graines oléagineuses destinés à l'alimentation animale, elle importe autour de 70 % de sa consommation, du soja OGM principalement. Une réponse locale s'impose.

Le modèle agricole conventionnel a par ailleurs des conséquences catastrophiques dans le domaine social : un quart des agriculteurs vivent sous le seuil de la pauvreté, tous les ans 400 d'entre eux se suicident (rappelons ici que la plupart des pesticides sont des perturbateurs endocriniens qui agissent sur l'humeur et peuvent être responsables de leur dépression). Situation inacceptable. La rentabilité des exploitations est de plus en plus hasardeuse dans la mesure où les pesticides peuvent constituer jusqu'à 23 % des coûts de production. C'est le cas chez les céréaliers ; ajoutons que ces derniers sont exposés aux marchés internationaux et donc à une volatilité forte des prix du marché...

Il a été démontré que le revenu des exploitations bio peut être 3 fois plus élevé que celui d'une agriculture conventionnelle. Choisir l'orientation bio se justifie donc aussi à l'aune de la rentabilité que l'on peut en attendre.

Les leviers des citoyens

- l'adoption de nouveaux comportements : compte tenu des limites de l'action publique, de la pression des lobbies de l'agrochimie sur les Etats, le citoyen s'impose comme un acteur majeur dans la lutte contre le réchauffement climatique. Son nouveau mode de consommation peut s'articuler autour de 2 axes : préférence pour les produits biologiques et locaux et réduction de la consommation de protéines animales.

- l'utilisation de circuits courts : supermarchés coopératifs, magasins de produits locaux ou boutiques paysannes sont les garanties d'une excellente qualité et de prix raisonnables. Une enquête de 'Que choisir' révèle que la moitié de la différence de prix de vente entre bio et non bio est à imputer aux sur-marges pratiquées par la grande distribution

Les leviers des producteurs

- choix de variétés anciennes plus résistantes car adaptées au terroirs, variétés nouvelles.

- Abandon des pesticides de synthèse. Utilisation de produits naturels sans chimie, d'auxiliaires (coccinelles ou micro-organismes comme les champignon); dans ce domaine le champ des possibles est énorme.

Conclusion

Le choix des citoyens pour une consommation biologique et locale s'inscrit dans une prise de conscience du rôle crucial que chacun peut jouer pour lutter contre la menace d'une dégradation irréversible de notre environnement.

Il nourrit des initiatives qui contribuent à vivre mieux ensemble, capables de dépasser le comportement individuel et d'impacter l'ensemble du tissu économique et social (création d'emplois, nouveaux modes de fonctionnement de cantines scolaires, activités de partage, etc...). Il peut alimenter une réflexion plus générale sur notre modèle économique et proposer des mutations, ne serait-ce qu'au niveau local.

Faire le choix du Bio et du local c'est s'affranchir de la puissance de la grande distribution et lutter contre la désertification des centres villes qu'elle induit, c'est aussi une manière de lutter contre la financiarisation de l'économie (voir la spéculation qui s'organise autour des denrées alimentaires), enfin c'est repenser aussi notre architecture urbaine elle-même, réinjecter du 'vivre ensemble' dans des espaces différents propices aux échanges, et replacer notre mission de citoyen dans la préoccupation des générations futures.

Stéphane Vieu, professeur d'Economie